

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

11 janvier 2011

PROPOSITION DE DÉCLARATION

**de révision de la Constitution
en vue de supprimer le Sénat**

(déposée par M. Filip De Man et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

11 januari 2011

VOORSTEL VAN VERKLARING

**tot herziening van de Grondwet
wat betreft het afschaffen van de Senaat**

(ingediend door de heer Filip De Man c.s.)

RÉSUMÉ

Les auteurs considèrent que le Sénat est superflu. Ils proposent dès lors de soumettre à révision les articles de la Constitution relatifs au Sénat en vue de leur suppression.

SAMENVATTING

De indieners zijn van mening dat de Senaat overbodig is. Zij stellen daarom voor de grondwetsartikelen die betrekking hebben op de Senaat voor herziening vatbaar te verklaren met het oog op de afschaffing ervan.

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
sp.a	:	socialistische partij anders
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
LDD	:	Lijst Dedecker
PP	:	Parti Populaire

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^{ème} législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>	<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>
<i>Commandes:</i> Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.laChambre.be e-mail : publications@laChambre.be	<i>Bestellingen:</i> Natieplein 2 1008 Brussel Tel. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.deKamer.be e-mail : publicaties@deKamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de loi doit être lue en corrélation avec notre proposition de révision de l'article 195 de la Constitution, dont l'adoption doit précéder le vote de la présente proposition de révision de la Constitution.

En Flandre, il existe un consensus assez large sur la nécessité de réformer en profondeur les institutions de notre pays. L'une des réformes qui recueille à cet égard une adhésion relativement large concerne la suppression du Sénat, dès lors que celui-ci est considéré comme une institution plutôt superflue.

Pendant longtemps, le Sénat de Belgique a exercé les mêmes compétences que la Chambre des représentants, dans le cadre d'un régime bicaméral à part entière. Pour justifier le maintien de ce bicaméralisme, ses défenseurs ont argué du fait que le législateur devait, lui aussi, être soumis à un certain contrôle et qu'il convenait dès lors que la seconde chambre puisse, le cas échéant, se prononcer à son tour sur les lois votées par la première chambre. Les opposants au bicaméralisme invoquent quant à eux son coût élevé, les retards sur le plan législatif et le fait qu'il n'a pas été démontré qu'un régime bicaméral fonctionne mieux qu'un régime monocaméral.

La réforme de l'État et la révision de la Constitution de 1993 ont limité le rôle constitutionnel du Sénat à celui d'une chambre de seconde zone, subordonnée en grande partie à la Chambre des représentants. Les débats importants ont lieu à la Chambre des représentants. De plus, le Sénat ne peut pas provoquer la chute du gouvernement, ce que ce dernier ne manque d'ailleurs pas de montrer très clairement par l'attitude qu'il adopte vis-à-vis de cette assemblée. Pour répondre aux demandes d'explications, les gouvernements Leterme ont systématiquement dépêché, comme le faisaient déjà les deux gouvernements Verhofstadt, un secrétaire d'État chargé de lire la réponse en lieu et place du ministre compétent. De surcroît, le Sénat n'est plus compétent en matière de budget, ce qui représente une autre moins-value importante pour cette assemblée parlementaire. En outre, les articles 77 et 78 de la Constitution, qui prévoient qu'en cas de différence entre l'issue d'un débat à la Chambre et au Sénat, c'est la Chambre des représentants qui a le dernier mot, montrent très clairement la prédominance de la Chambre des représentants.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel moet worden samen gelezen met ons voorstel betreffende de herziening van artikel 195 van de Grondwet, waarvan de goedkeuring moet voorafgaan aan de stemming van dit voorstel tot herziening van de Grondwet.

Er bestaat in Vlaanderen een vrij brede consensus over de noodzaak tot een grondige hervorming van de instellingen van dit land. Eén van de hervormingen waarover ter zake een vrij grote eensgezindheid bestaat, is de afschaffing van de Senaat die immers wordt beschouwd als een vrij overbodige instelling.

Geruime tijd heeft de Belgische Senaat, in het kader van een volwaardig tweekamerstelsel, dezelfde bevoegdheden gehad als de Kamer van volksvertegenwoordigers. Dit tweekamerstelsel werd door zijn voorstanders gerechtvaardigd met het argument dat ook de wetgever enige controle nodig heeft en dat het zodoende past dat de tweede kamer zich eventueel nog eens uitspreekt over de door de eerste kamer gestemde wetten. Tegenstanders verwijzen naar de hoge kostprijs van dit stelsel, naar de vertragingen op wetgevend vlak en naar het feit dat niet bewezen is dat een tweekamerstelsel beter zou functioneren dan een eenkamerstelsel.

Met de staatshervorming en de grondwetsherziening van 1993 is de rol van de Senaat grondwettelijk beperkt tot een tweederangskamer, in grote mate ondergeschikt aan de Kamer van volksvertegenwoordigers. De grote debatten gebeuren in de Kamer van volksvertegenwoordigers. De regering kan trouwens niet door de Senaat ten val worden gebracht. De regering laat dit trouwens zeer duidelijk blijken uit de manier waarop ze de Senaat behandelt. Zowel de twee regeringen-Verhofstadt als de regeringen-Leterme stuurden bij vragen om uitleg telkens een staatssecretaris van dienst om het antwoord af te lezen. De Senaat is ook niet meer bevoegd voor de begroting, wat opnieuw een belangrijke minderwaarde voor de parlementaire assemblee vertegenwoordigt. Bovendien blijkt zeer duidelijk uit de artikelen 77 en 78 van de Grondwet — waarbij wordt bepaald dat het de Kamer van volksvertegenwoordigers is die het laatste woord heeft ingeval van verschil tussen de uitkomst van een debat in de Kamer en de Senaat — dat het die kamer is die de bovenhand heeft gekregen.

Néanmoins, pour que le Sénat conserve encore un certain sens, on lui a entre autres assigné un rôle de pacification communautaire. De par sa composition, le Sénat serait l'assemblée la plus à même de résoudre des problèmes entre les différentes Communautés. En effet, le Sénat est en partie composé de parlementaires qui ont été élus dans leur parlement régional et, de là, délégués au Sénat. Dans la pratique, il s'est néanmoins avéré que le Sénat n'a pour ainsi dire jamais pu jouer ce rôle de pacification communautaire. Lorsqu'il est amené à émettre un avis sur des conflits dits d'intérêt opposant néerlandophones et francophones, le Sénat se borne soit à invoquer l'un ou l'autre texte vide de sens, soit à constater simplement qu'il est dans l'incapacité d'émettre un avis, faute de consensus entre sénateurs néerlandophones et francophones. Il a donc manifestement échoué dans sa mission de pacificateur.

Une autre mission assignée au Sénat lors de la dernière réforme de l'État est celle de chambre de réflexion. Ici aussi, le bilan s'est révélé extrêmement maigre. Certes, le Sénat a organisé des débats qui ont connu un certain retentissement, notamment celui sur le droit de vote des non-Belges qui refusent la nationalité belge, celui sur l'euthanasie, etc. Mais tous ces débats ont à chaque fois été menés à nouveau à la Chambre des représentants. L'on peut sérieusement douter de la pertinence sociale de la répétition de ces débats dans les deux chambres dans la mesure où ils s'y déroulent en respectant les mêmes lignes de conduite puisque ce sont surtout les partis, bien plus que les députés et les sénateurs à titre individuel, qui déterminent la forme et le contenu des débats.

Dans la Belgique actuelle, un régime bicaméral équivaut dès lors à un parfait gaspillage de deniers publics puisqu'il n'apporte aucune valeur ajoutée, tant sur le plan qualitatif que sur le plan quantitatif, au travail législatif et à la mission de contrôle du législateur. Le mieux serait donc d'abolir le Sénat. Ceci est d'autant plus vrai en ces temps de crise, car la suppression du Sénat, qui coûte environ 64 millions d'euros par an au Trésor, entraînerait une économie substantielle pour les finances publiques.

La présente proposition vise uniquement à supprimer le Sénat. Les auteurs ne cachent pas qu'ils souhaiteraient que certains des articles de la Constitution actuellement soumis à révision en vue de la suppression du Sénat soient également modifiés sur d'autres points voire abrogés, ni qu'ils voudraient réformer et/ou supprimer les autres institutions de notre pays, mais

Om de Senaat toch nog enige zin te geven, kreeg hij onder meer een communautaire pacificatierol toegewezen. Door zijn samenstelling zou de Senaat bij voorkeur geschikt zijn om problemen tussen de verschillende Gemeenschappen op te lossen. De Senaat is immers voor een deel samengesteld uit volksvertegenwoordigers die verkozen zijn in hun regionaal parlement en van daaruit zijn afgevaardigd in de Senaat. In de praktijk is echter gebleken dat de Senaat deze pacificerende communautaire rol omzeggens nooit heeft kunnen waarmaken. Wanneer adviezen moeten worden gegeven om zogenaamde belangenconflicten tussen Vlamingen en Franstaligen op te lossen, dan beperkt de Senaat zich ofwel tot een verwijzing naar één of andere nietszeggende tekst, ofwel doodgewoon tot de vaststelling dat hij geen advies kan geven bij gebrek aan eensgezindheid tussen Vlaamse en Franstalige senatoren. De opdracht om als verzoener op te treden is dan ook manifest mislukt.

Een andere opdracht die de Senaat bij de meest recente staatshervorming meekreeg, was die van reflectiekamer. Ook wat dit betreft is de productie erg mager gebleken. Er zijn weliswaar in de Senaat debatten geweest die enige weerklank konden vinden, bijvoorbeeld het debat over het stemrecht voor niet-Belgen die de Belgische nationaliteit weigeren, het euthanasiedebat, en zo meer. Maar al deze debatten werden ook steeds opnieuw overgedaan in de Kamer van volksvertegenwoordigers. De maatschappelijke relevantie van de herhaling van deze debatten in beide kamers kan ten eerste worden betwijfeld omdat zij in beide kamers volgens dezelfde lijnen verlopen vermits het de partijen en niet de parlementsleden van Kamer of Senaat zijn die de vormgeving en de inhoud van de debatten bepalen.

In het huidige België is een tweekamerstelsel dan ook een loutere verspilling van overheidsmiddelen aangezien zowel qua kwaliteit als qua kwantiteit aan het wetgevende werk en de controleopdracht van de wetgever niets wordt toegevoegd. Het beste is dan ook dat de Senaat wordt opgeheven. Zeker in deze tijden van crisis kan dit immers een grote besparing opleveren voor de staatsfinanciën, vermits de Senaat de schatkist jaarlijks om en bij de 64 miljoen euro kost.

Huidige voorstel beperkt zich zuiver tot een afschaffing van de Senaat. De indieners van dit voorstel verhalen weliswaar niet dat zij een aantal van de hier in herziening gestelde artikelen van de Grondwet met het oog op de afschaffing van de Senaat ook op een aantal andere punten zouden willen hervormen of zelfs opheffen, en dat zij ook de andere instellingen van dit

ils ont renoncé à ouvrir ce débat dans le cadre de la présente proposition, car le consensus en la matière est moins large ou inexistant et cela entraînerait dès lors des discussions interminables et des retards inutiles pour la suppression du Sénat. En procédant de la sorte, l'on peut déjà œuvrer rapidement à la suppression du Sénat, compte tenu du large consensus que recueille cette idée.

land zouden willen hervormen en/of opheffen, maar hebben ervan afgezien om de discussie daarover in dit voorstel te openen omdat daarover minder of geen consensus bestaat en dit bijgevolg tot oeverloze discussies en onnodige vertragingen voor wat de afschaffing van de Senaat leiden. Zodoende kan er, gelet op de brede consensus daarover, alvast al snel werk worden gemaakt van de afschaffing van de Senaat.

Filip DE MAN (VB)
Barbara PAS (VB)
Gerolf ANNEMANS (VB)
Rita DE BONT (VB)

PROPOSITION DE DÉCLARATION

Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision des articles 4, 36, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 56, 57, 58, 59, 60, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 85, 86, 87, 90, 91, 92, 93, 95, 100, 143, 151, 167, 168, 174, 198 et du Titre IX, point I, de la Constitution.

12 octobre 2010

VOORSTEL VAN VERKLARING

De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van de artikelen 4, 36, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 56, 57, 58, 59, 60, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 85, 86, 87, 90, 91, 92, 93, 95, 100, 143, 151, 167, 168, 174, 198 en Titel IX, artikel I, van de Grondwet.

12 oktober 2010

Filip DE MAN (VB)
Barbara PAS (VB)
Gerolf ANNEMANS (VB)
Rita DE BONT (VB)